

Brochure n° 3015

Convention collective nationale

IDCC : 1561. – CORDONNERIE

**ACCORD DU 24 JANVIER 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2011**

NOR : ASET1150639M

IDCC : 1561

Entre :

La FFCM ;

Le SRIC,

D'une part et,

La FNTHC CGT ;

La FS CFDT ;

La FNAA CFE-CGC,

D'autre part

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les salaires minima bruts mensuels sont fixés pour une durée mensuelle de travail de 151,666 heures pour 35 heures hebdomadaires effectivement travaillées.

(En euros.)

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE BRUT mensuel
Ouvriers. – Employés				
I	1	140	9,00	1 365,00
	2	145	9,05	1 372,58
II	1	150	9,10	1 380,16
	2	155	9,15	1 387,74
III	1	165	9,71	1 472,68
Employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise				
IV	1	180	10,55	1 600,08
	2	200	11,72	1 777,53
V	1	220	12,90	1 956,49

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE BRUT mensuel
VI	1	240	14,07	2 133,94
Cadres				
VII	1	270	15,83	2 400,87
VIII	1	300	17,59	2 667,80
	2	320	18,76	2 845,25

Les salaires minima bruts mensuels prennent en compte l'ensemble des éléments légaux, conventionnels et usuels des salaires bruts quelles qu'en soient la nature et la périodicité.

Ces salaires sont des bases nationales et les salaires réels peuvent se déterminer au niveau de chaque entreprise.

La commission nationale se réunira une fois par an, pour examiner et appliquer le salaire de base national professionnel.

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain de la date de parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Article 3

Les parties signataires rappellent qu'un accord de branche a été signé le 8 décembre 2009 portant sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans lequel des engagements en matière d'égalité salariale ont été pris à son article 7, en particulier sur la réduction des écarts entre les rémunérations.

Article 4

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles R. 2231-2 et suivants du code du travail.

Article 5

Les parties signataires demandent au ministre de l'emploi d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 24 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)